

414LM

Donner 158  
429LM 6/29

PEntree NS  
N° 4360

118-14

87  
113  
**SOCIÉTÉ  
NATIONALE**  
*des*  
**CHEMINS DE FER  
FRANÇAIS**

**CIRCULAIRE N° 1**  
*POUR L'APPLICATION*  
**DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE**  
**SÉRIE COMMERCIALE - SOUS-SÉRIE VOYAGEURS N° 6**  
**PENDANT LA DURÉE DES HOSTILITÉS**

**Cv**

REPARTITION
ex. AFF.
ex. DCL.
ex. COL.
ex. A.S.

MM. *Gouffier*  
*Beau Technique*

*1 Ent x 1*

Paris, le 12 octobre 1939.

Col.
Nm. 52

**CONDITIONS D'EXÉCUTION DES TRANSPORTS D'ÉVACUATION, DE REPLIEMENT  
OU D'ÉLOIGNEMENT DE LA POPULATION CIVILE**

Les dispositions de l'Instruction Générale — Série Commerciale — Sous-Série Voyageurs N° 6, sont maintenues en application pendant la période des hostilités dans les conditions fixées à la présente circulaire.

**Article 1. — Prorogation des dispositions relatives aux départs volontaires**  
(Titre I de l'Instruction Générale).

L'article 6 « *Durée d'application* » stipule qu'à moins d'instructions contraires, les dispositions prévues aux articles 2, 3, 4 et 5 de l'Instruction Générale, pour les indigents, les groupes d'enfants, les groupes de vieillards, de malades ou d'infirmes cesseront d'être applicables dès le premier jour de la mobilisation, à 12 heures.

Les gares prendront note que, contrairement aux dispositions de cette dernière clause, les mesures prévues aux dits articles 2, 3, 4 et 5 restent applicables jusqu'à nouvel avis. En conséquence, les bons des modèles A, B et C doivent toujours être acceptés.

**Article 2. — Suspension des dispositions relatives aux transports d'évacuation, de repliement ou d'éloignement de la population civile, ordonnée par l'Autorité responsable** (Titre II de l'Instruction Générale).

L'article 8 de l'Instruction Générale stipule que les transports d'évacuation, de repliement ou d'éloignement de la population civile organisés par les autorités responsables sont effectués sans paiement immédiat sur présentation de bons de transport spéciaux des modèles D et E.

Les gares prendront note que ces transports ne doivent plus être acceptés sauf sur autorisation spéciale du Service Central (Service Commercial).

Par contre, les gares continueront à accepter, le cas échéant, les transports prévus à l'article 7 (Familles de militaires et de fonctionnaires évacuant certaines garnisons avancées en territoire national).

**Le Directeur Général,**  
**P. O. : LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL.**  
**BOYAUX.**

24.10.39

*Personnel*  
*au Eschwingen*  
*Référence*  
*du 8 x P.*

24.10.39  
*U*



Les Services maritimes entre la France, d'une part, l'Algérie et la Tunisie, d'autre part, n'étant plus assurés régulièrement par les Compagnies de Navigation intéressées (Compagnie Générale Transatlantique, Compagnie de Navigation Mixte, Société

BOY AUX.